

Écran total

résister à l'informatisation de nos vies, c'est s'opposer au grand projet industriel du capital

On ne dira jamais assez l'importance des luttes de territoire et des ZAD depuis dix ans. Ces luttes ont non seulement entretenu une conscience et des pratiques anticapitalistes dans la société ; mais elles ont fait concrètement reculer des projets industriels que leurs promoteurs considéraient comme « déjà faits ». Elles ont évité de nombreux « petits » désastres, à maints endroits de l'Hexagone, pour les habitants de nombreuses communes, de nombreuses rivières, de nombreux arbres.

À Écran total, nous portons un refus qui ne s'incarne pas dans un espace géographique particulier – *une zone humide, un quartier populaire, un littoral, une forêt, une vallée*. Nous nous battons, *nous essayons de nous battre*, contre l'informatisation du monde : informatisation du travail, informatisation du quotidien et des relations humaines, informatisation des administrations, etc. A nos yeux, il s'agit typiquement d'un Grand projet industriel inutile – nuisible – aux êtres humains et indispensable au capital, pour poursuivre son expansion. Un projet qui ne fait l'objet d'aucun débat politique : avez-vous déjà entendu parler d'une consultation « démocratique » ou « citoyenne », même factice, sur l'opportunité de fabriquer et rendre indispensables des millions de téléphones ou ordinateurs portables ? De créer un Internet des objets ? De numériser Pôle emploi ou l'Éducation nationale ?

Par contre, il est vrai que ce Grand projet-là avance aussi parce qu'il rencontre des aspirations, des désirs, des fantasmes, dans la population. Les technologies numériques sont acceptées avec enthousiasme par certains, et quand ce n'est pas avec enthousiasme, c'est avec le sentiment que cela ne pose pas de problème politique essentiel. Nous, nous pensons qu'il y a un grave problème. Nous pensons que, de nos jours, on ne peut pas combattre l'exploitation au travail, le consumérisme dévastateur socialement et écologiquement, l'impuissance politique, sans s'opposer à la numérisation de nos vies.

L'impact du système numérique sur les milieux naturels reste, malgré quelques fissures dans le consensus, un impensé majeur de notre époque, jusque dans les milieux contestataires. La fabrication des smartphones et des tablettes, des semi-conducteurs et des puces RFID, des antennes-relais et des batteries, est *extraordinairement* consommatrice et destructrice de ressources, en métaux, en énergie et en eau. La consommation électrique liée au fonctionnement des réseaux et au stockage des données explose, à mesure que notre vie est aspirée par Internet ; et fait du système numérique un contributeur aux émissions de gaz à effet de serre plus important que le transport aérien. Or, quelle est la « solution » proposée par l'oligarchie politico-industrielle pour sauver la planète et le climat ? Numériser. Mettre partout des capteurs électroniques et des puces. Utiliser des logiciels et des robots pour maîtriser la consommation d'énergie et la pollution.

Il n'y a pas de « Grande réinitialisation ». Il y a, face à la catastrophe écologique et sociale, une radicalisation du vieux projet capitaliste industriel de maîtriser la nature et rationaliser l'être humain, pour en tirer profit et puissance. Que cela soit baptisé « transition énergétique », « décarbonation », « réseaux intelligents d'énergies renouvelables », le levier de cette radicalisation est le numérique. Peu de territoires seront épargnés par cette radicalisation industrielle : déferlement d'éoliennes et de panneaux solaires, en plus des nouveaux réacteurs nucléaires ; multiplication des antennes-relais ; prolifération des datacenters, et puis des mines. L'annonce récente de la réouverture d'un vieux site minier, dans l'Allier, pour en extraire du lithium en grandes quantités sonne le début d'une nouvelle phase : il va devenir beaucoup plus difficile de ne pas faire le lien entre les prédatrices industrielles particulières à tel ou tel espace, et le Grand projet capitaliste de numérisation totale.

Écran total Occitanie, Toulouse, 19 novembre 2022

Résister à la gestion et l'informatisation de nos vies

contre le capitalisme industriel, pour la construction de nouveaux imaginaires

Proposition de campagne contre l'identité numérique

Le 2 juin 2021, la Commission européenne annonçait le lancement du Portefeuille européen d'identité numérique – dans le langage de la technocratie bruxelloise, le *Digital ID Wallet*. Ce Portefeuille consiste en une application de smartphone qui contiendra les informations de base sur l'identité du détenteur, certains de ses documents administratifs et des moyens de paiement. Il facilitera la signature électronique à distance, le paiement des impôts sur Internet (ou toute autre démarche administrative en ligne), la location d'une voiture partout en Europe, pour les personnes qui en seront munies. Il est notable que ce dispositif porte quasiment le même nom que celui de l'entreprise Thalès, le *Digital Identity Wallet*, qui présente les mêmes « fonctionnalités ».

En août 2021, en pleine contestation populaire du Pass sanitaire, l'État français lançait un nouveau modèle de carte d'identité : elle comporte comme ses devancières des données biométriques (photo du visage scannée et empreintes digitales), mais la nouveauté est que celles-ci sont maintenant contenues dans une puce RFID et dans un QR-code. Le 26 avril 2022 (deux jours après la réélection d'Emmanuel Macron), un décret ministériel créait une « application » permettant le téléchargement de cette nouvelle carte d'identité dans les smartphones. Cette application, baptisée Service de garantie de l'identité numérique (SGIN), contiendra le nom du titulaire de la carte et du téléphone, sa date de naissance, sa photo, son adresse postale et une adresse électronique. Elle générera des attestations électroniques et facilitera la connexion à des services publics ou privés.

Ces dispositifs d'identité numérique s'inscrivent bien sûr dans des tendances lourdes d'évolution des papiers d'identité et de numérisation des services publics. Nous faisons partie de ceux qui dénoncent ces tendances de longue date.

Mais il y a aussi une parenté certaine avec le Pass sanitaire et vaccinal – souvenons-nous que celui-ci se présentait comme un « Certificat COVID numérique européen ». Le Portefeuille de la Commission, comme sa déclinaison française, mettent de façon pérenne à disposition des gouvernements un outil permettant de pénaliser et exclure certaines catégories de citoyens, dans une société où les machines numériques sont omniprésentes. À tout moment, une obligation, un comportement considéré comme « vertueux » du point de vue écologique ou social, pourra être requis, et la preuve que l'obligation est respectée sera apportée par le smartphone, sous peine de diverses privations et interdictions. Si cela vous semble encore de la science-fiction, jetez un œil à ce qui se passe dans la bonne ville de Bologne, en Italie, où vient d'être créé un Pass du citoyen vertueux : les habitants qui le souhaitent peuvent y engranger des points de « crédit social » quand ils empruntent les transports en commun, quand ils trient « correctement » leurs déchets, quand ils ont des « activités culturelles » conventionnées...

Nous faisons un lien direct entre l'apparition de ces dispositifs et la catastrophe écologique en cours. Pour être précis : nous y voyons une conséquence de la volonté forcenée des élites dirigeantes de poursuivre « quoi qu'il en coûte » le développement industriel. Puisqu'il est hors de question d'arrêter le processus de prédation et de destruction en cours, des crises de plus en plus graves vont survenir et ces dispositifs d'identité électronique sont là pour que les autorités puissent garder leur emprise sur le comportement des citoyens, par temps de tempête.

Nous appelons au boycott total de l'identité numérique. Et nous pensons que le meilleur moyen de mettre en échec ces dispositifs est l'abandon des smartphones, par le plus de gens possible, car ils sont les vecteurs « naturels » de ces dispositifs.

Écran total

Résister à la gestion et l'informatisation de nos vies

contre le capitalisme industriel, pour la construction de nouveaux imaginaires